

Note d'information - Facture électronique

Avril 2024

Texte alternatif décrivant l'infographie « Note d'information - Facture électronique ».

1. POUR QUI ET QUAND ?

À partir de **septembre 2026**, toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, devront être en capacité de **recevoir** des factures au format électronique. Déjà obligatoire pour la commande publique, ce dispositif va être généralisé aux relations interentreprises (B2B).

2. POURQUOI CETTE RÉFORME ?

Ce projet est porté par l'État avec plusieurs ambitions :

- Simplifier la chaîne de facturation et de paiement.
- Optimiser la perception de la TVA.
- Fluidifier les échanges d'informations entre les acteurs.

Pour s'y conformer, les entreprises doivent faire évoluer leurs outils de gestion vers plus d'automatisation et de dématérialisation.

3. COMMENT SE CONFORMER ?

Pour respecter l'obligation progressive, les entreprises devront :

Émettre : Disposer de la capacité d'émettre des factures aux formats conformes et les transmettre automatiquement vers une plateforme choisie.

Recevoir : Pouvoir recevoir automatiquement les factures fournisseurs dans leur système de gestion depuis n'importe quelle plateforme.

4. VOS PRIORITÉS EN 2024 : 4 ACTIONS CLÉS

D'ici la fin de l'année 2024, il est conseillé de mettre ces 4 actions à l'agenda :

1. Cartographier le circuit de facturation

L'automatisation et les nouvelles obligations imposent de repenser les procédures internes liées à la facturation.

2. Nettoyer les bases de données

Les plateformes de dématérialisation identifieront les entreprises via leur numéro **SIRET**. Il est donc crucial d'avoir des données clients/fournisseurs à jour.

3. Mettre les factures en conformité

La réforme s'accompagne de nouvelles **mentions obligatoires** à faire figurer sur les factures. Attention : Si les factures ne sont pas conformes au moment de l'obligation, elles seront bloquées.

4. Choisir sa plateforme de dématérialisation (À venir)

Les plateformes (publiques ou privées) seront les interfaces indispensables pour l'émission et la réception. L'entreprise est libre de son choix mais aura l'**obligation d'indiquer un choix** pour continuer à facturer.

5. CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

Date	Type d'entreprise	Obligation
1^{er} septembre 2026	Entreprises de + de 250 salariés	Émission et Réception
1^{er} septembre 2026	Entreprises de - de 250 salariés	Réception uniquement
1^{er} septembre 2027	Entreprises de - de 250 salariés	Émission